

## RAPPORT JACK LANG, SUR LA PIRATERIE AU LARGE DE LA SOMALIE

# 25 propositions pour traiter une «situation très grave»

*En août dernier, Jack Lang, ancien ministre socialiste français, avait été chargé par Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU, d'une mission sur la piraterie. Le rapport de Lang contre la piraterie somalienne a été remis mardi dernier. Constat : la piraterie s'intensifie ; elle «s'industrialise» ; les pirates sont remis en liberté sans aucune poursuite judiciaire. Une situation «d'extrême urgence», estime Lang qui propose certaines mesures.*

De notre bureau de Paris, Khedidja Baba-Ahmed

D'abord, quel constat fait le rapport que Lang a rédigé après deux visites dans la région et de très nombreuses consultations avec près de 50 Etats, organisations internationales, compagnies privées et instituts de recherche ? La piraterie ne connaît aucun reflux, elle a même été aggravée en termes de durée de détention des otages, de sophistication des modes opératoires et d'extension des zones d'attaque. Le nombre d'attaques réussies qui était de 9 en 2007 a atteint 31 en 2010.

L'économie de la piraterie dont le centre névralgique se situe au Puntland (Somalie) déstabilise non seulement la Somalie, mais également toute la région par l'insécurité des approvisionnements énergétiques,

l'augmentation des prix et les pertes de revenus. «A terme, dit le rapport, c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui risque d'être affectée».

Plus préoccupant encore, selon Lang, le lien entre pirates et insurgés islamistes qui semble aujourd'hui avéré et qui s'expliquerait, selon le rapport, par «le départ de pirates au sud de la Somalie dans les zones contrôlées par les shababs (qui) laisse supposer des accords ponctuels, garantissant la tranquillité des pirates contre une part de la rançon».

Lang insiste en outre sur l'impunité réservée aux pirates. «La quasi-totalité des suspects sont rendus à la liberté sans poursuites, consacrant l'impunité des pirates.» Il y a, explique le



Photo : DF

rapport, une certaine réticence à juger les pirates chez eux et ne trouvent pas, par ailleurs, de pays pour accueillir, pour juger ces pirates. Face à cette situation, le rapport de Lang préconise que la lutte contre la piraterie passe par une «somalisation» des solutions, autrement dit que la communauté internationale concentre ses efforts sur la Somalie qui est «à la fois principale source et victime de la piraterie» et ce, en agissant sur deux fronts : renforcer les solutions actuellement mises en œuvre et déployer des solutions nouvelles. De nouveaux mécanismes judi-

ciaires sont proposés, et notamment «adapter les procédures pénales, avec la création d'un cadre légal de garde à vue en mer et pour renforcer l'efficacité des opérations navales, il est recommandé de procéder plus fréquemment à la surveillance rapprochée des côtes et à l'échange d'informations avec les autorités régionales, comme il est préconisé de créer une certification internationale du respect de certaines règles de bonnes pratiques et de prévoir une information de l'Etat du pavillon en cas de non-respect de ces dernières. La proposition du rapport qui retient le plus l'attention est

sans doute la création de trois tribunaux au Somiland, au Puntland et en dehors de la Somalie et en l'occurrence, précise le rapport, en Tanzanie qui a d'ores et déjà accepté le principe d'accueillir cette cour à Arusha dans les locaux actuellement en cours de construction pour le tribunal international pour le Rwanda. L'aide de la communauté internationale devra être accordée pour la formation des juges et des avocats somaliens. En plus de cette aide internationale, Lang suggère de faire payer les armateurs et les assureurs maritimes pour cette formation comme pour les prisons «aux normes internationales» que devra construire l'ONU au Puntland et au Somaliland. Une conférence des donateurs pour lever les fonds nécessaires au financement du plan Lang est proposée par ce dernier qui conclut sur l'urgence de la création d'une structure institutionnelle qui aurait à suivre, si sa proposition d'une résolution du Conseil de sécurité était retenue, l'action contre la piraterie.

K. B.-A.

## ESPAGNE Arrestation d'un islamiste soupçonné de liens avec Al-Qaïda

Un Pakistanais soupçonné de liens avec une cellule islamiste démantelée en décembre, qui fournissait des papiers volés au réseau Al-Qaïda, a été arrêté à Barcelone, a annoncé hier la police espagnole. L'homme avait échappé au coup de filet baptisé «opération Kampai» mené le 1<sup>er</sup> décembre par la police à Barcelone contre un réseau «soupçonné d'avoir fourni de faux papiers à des organisations terroristes liées à Al-Qaïda», a indiqué la police dans un communiqué.

Le suspect était recherché depuis décembre par la justice espagnole pour «délit de terrorisme», a ajouté la police. Il aurait «participé avec les personnes arrêtées en décembre à l'envoi en Thaïlande de passeports volés et à la collecte d'argent pour financer leurs activités», selon le communiqué. Six Pakistanais et un Nigérian avaient été arrêtés le 1<sup>er</sup> décembre à Barcelone dans le cadre de l'opération Kampai, menée conjointement en Thaïlande. Ils sont soupçonnés d'avoir volé de faux papiers destinés au groupe islamiste pakistanais Lashkar-e-Taïba, accusé par les Etats-Unis et l'Inde d'avoir perpétré les attentats de Bombay, la capitale économique de l'Inde, en novembre 2008 (166 morts). Selon la police espagnole, le groupe fournissait également la guérilla des Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul (LTTE), qui ont affronté les forces du Sri Lanka pendant trois décennies avant d'être battus en 2009.

## LIBAN

# Mikati a consulté les partis, le camp Hariri dans l'opposition

*Le Premier ministre libanais désigné Najib Mikati, soutenu par le Hezbollah, a terminé hier matin de consulter les partis politiques pour former son cabinet, auquel ne devrait pas participer la coalition de son rival sunnite Saâd Hariri, désormais dans l'opposition.*

L'homme d'affaires milliardaire a conclu deux jours d'entretiens avec les représentants des groupes parlementaires en indiquant, lors d'un bref point de presse, que le camp du Hezbollah et la coalition de M. Hariri lui avaient fait part de leurs demandes ou conditions.

«J'ai refusé de m'engager par écrit face à ces demandes et je ne le ferai pas», a dit M. Mikati. «C'est pourquoi ma position centriste est actuellement si importante.» La coalition de M. Hariri, qui avait dit jusque-là qu'elle ne participerait pas au futur cabinet, a réclamé jeudi à M. Mikati un engagement clair en faveur du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) chargé de juger les responsables de l'assassinat de l'ex-Premier ministre, Rafic Hariri, père de Saâd. Le puissant mouvement armé chiite Hezbollah a fait tomber le gouvernement Hariri à cause du TSL, avec lequel il exigeait que Beyrouth cesse toute coopération. M. Mikati a indiqué qu'il allait prendre son temps avant d'annoncer la composition de son cabinet. «Il ne faut pas se précipiter pour former ce gouvernement», a-t-il estimé.

«Je suis arrivé à la conclusion que ce qui unit les Libanais est bien

plus important que ce qui les divise», a ajouté le nouveau Premier ministre, réitérant sa conviction que les différences devaient être résolues par le dialogue. Un haut responsable proche de M. Mikati, qui a demandé à rester anonyme, a confié à l'AFP : «Il est désormais clair que» le camp de Saâd Hariri «ne veut pas se joindre au nouveau gouvernement (...). Nous nous dirigeons maintenant vers un cabinet composé de technocrates et de politiciens.» Najib Mikati devait dans l'après-midi s'entretenir avec plusieurs ambassadeurs, notamment ceux de France et d'Arabie saoudite, avant d'être reçu aujourd'hui par le chef de l'Etat Michel Sleiman. Les tractations vont ensuite se poursuivre pour composer le cabinet. La Constitution libanaise n'impose aucun délai pour cela : la formation d'équipes gouvernementales a parfois pris au Liban des semaines, voire des mois, même si dans ce cas les éditorialistes estimaient hier que cela ne devrait pas être le cas.

Le quotidien *Al-Akhbar* écrivait ainsi hier : «Le cabinet devrait être formé vers le milieu de la semaine prochaine» alors que le journal *Al-Mustaqbal*, propriété de la famille Hariri, titrait en Une : «Le gouvernement Hezbollah se met au travail.»

La désignation mardi de M. Mikati, proche de la Syrie et de l'Arabie saoudite, est intervenue après la chute le 12 janvier du gouvernement Hariri, provoquée par la démission des ministres du camp du Hezbollah, hostile au tribunal de

l'ONU chargé d'enquêter sur l'assassinat de Rafic Hariri.

Le puissant mouvement armé chiite Hezbollah, qui accuse le TSL d'être instrumentalisé par Israël et les Etats-Unis, s'attend à être mis en cause par le tribunal et a tenté en vain de pousser Saâd Hariri à le désavouer. Des membres de la coalition de M. Hariri ont indiqué ces derniers jours que le maintien des

liens entre le Liban et le Tribunal international était une condition sine qua non d'une éventuelle participation au nouveau gouvernement. Plusieurs pays occidentaux, notamment les Etats-Unis, ont publiquement exprimé leur inquiétude de voir l'équilibre du pouvoir au Liban pencher, à cause de l'influence désormais primordiale du Hezbollah, vers la Syrie et l'Iran.

## JÉRUSALEM

# Olmert a proposé une tutelle internationale sur la Vieille ville

*L'ex-Premier ministre israélien Ehud Olmert a proposé en 2008 aux Palestiniens une tutelle internationale sur le «bassin sacré» incluant la Vieille ville et les lieux saints de Jérusalem, selon ses mémoires, dont un quotidien israélien publie hier des extraits.*

L'ancien chef du gouvernement affirme avoir proposé en septembre 2008 que «le «bassin sacré» couvrant la partie de Jérusalem qui est sainte pour les trois religions monothéistes, incluant la Vieille ville, soit placé sous la tutelle de cinq pays : l'Arabie saoudite, le Royaume hachémite (Jordanie), l'Etat palestinien, Israël et les Etats-Unis».

Les cinq pays «seront chargés de fixer les réglementations s'ap-

pliquant aux habitants de ce secteur et aux visiteurs», selon ce plan présenté, selon lui, au président palestinien Mahmoud Abbas. Par ailleurs, M. Olmert confirme avoir proposé à l'époque que les quartiers arabes de Jérusalem-Est passent sous souveraineté palestinienne et que les quartiers de colonisation juifs construits après la guerre de juin 1967 restent annexés par Israël. Selon Yanki Galanti, un ancien conseiller de M. Olmert, un accord n'a pu se faire à cause notamment de l'exigence d'Israël de garder l'ensemble des quartiers de colonisation à Jérusalem-Est, revendication rejetée par les Palestiniens. L'actuel gouvernement de droite de Benjamin Netanyahu, qui a succédé au

cabinet Olmert en avril 2009, se refuse à tout compromis sur Jérusalem. M. Netanyahu n'a pas repris à son compte les propositions de M. Olmert, estimant ne plus être lié aux promesses de l'époque à cause de l'échec des négociations.

Le statut de Jérusalem, que Palestiniens et Israéliens revendiquent comme capitale, est l'une des questions les plus épineuses des négociations israélo-palestiniennes. Israël a occupé Jérusalem-Est lors de la guerre des Six-Jours en 1967, puis procédé à une annexion non reconnue par la communauté internationale, alors que les Palestiniens entendent faire du secteur oriental de la Ville sainte la capitale d'un futur Etat.